



## Décision individuelle N° 2024-317

**Pétitionnaire** : société Sky Lift Sud représentée par son président Monsieur Benoît RINGOT  
pour le compte de l'entreprise GIE 6C, du Parc national du Mercantour et du gardien du refuge de Nice

**Adresse** : LE PORTARET 83340 LE CANNET-DES-MAURES

**Nature de la demande** : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

**Intitulé du projet** : survol dans le cadre du chantier de restauration du sentier du mur des Italiens et du ravitaillement du refuge de Nice

**Localisation** : refuge de Nice et sentier du mur des italiens – Gordolasque - commune de Belvédère

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** la décision n°2019-41 du 28 février 2019 autorisant l'établissement du Parc national du Mercantour à effectuer des travaux de gestion des sentiers pédestres inscrit au PDIPR et situés dans le cœur du Parc national,

**Considérant** les demandes de survol formulées en date du 26 août 2024 par le GIE 6C pour le compte de la société Sky Lift Sud et de l'établissement et du Parc national du Mercantour et en date du 29 août 2024 par le gardien du refuge de Nice,

**Considérant** que la demande concerne des héliportages de ravitaillement nécessaires à l'activité du refuge et de matériel nécessaires à la réalisation des chantiers autorisés par la décision sus-visée pendant la période comprise entre le 1er juin et le 15 octobre telle que définie par la modalité d'application de la réglementation en zone cœur n°29,

**Considérant** que le refuge de Nice est un établissement commercial autorisé au titre de l'annexe 5 de la Charte du Parc,

**Considérant** qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes et les grands rapaces rupestres, dont l'Aigle Royal et le Vautour Fauve, sont particulièrement sensibles au dérangement et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'hélicoptère,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société SKY LIFT SUD, représentée par Monsieur RINGOT Benoît, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, pour le compte de l'entreprise GIE 6C et de l'établissement du Parc national du Mercantour, dans le cadre du chantier autorisé de restauration du sentier du mur des Italiens sur la commune de Belvédère, ayant pour objet l'approvisionnement du chantier en matériel (essence, groupe électrogène et perforateur), et pour le gardien du refuge de Nice, Monsieur Fournier Christophe, dans le cadre du ravitaillement du refuge.

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

#### 2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du pilote :	RINGOT Benoît ou NORNANN Kevin
type d'appareil :	écureuil AS350B3 couleur bleu et blanc
n° de l'appareil :	F-HERZ

**2.3. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées conformément au plan annexé à la présente. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.**

**2.4. Nombre de rotations maximal autorisé : 3**

**2.5. Les éventuels vols de liaison non chargés sont réalisés en reprenant l'itinéraire d'accès autorisé puis en volant en-dehors du cœur ou à une altitude supérieure à 1000 mètres du sol.**

### Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour **le 03 septembre 2024.**

**Les dates exactes de survol devront être communiquées au service territorialement compétent 48h à l'avance.**

En cas de force majeure, le report des survols **après les dates arrêtées** est autorisé sous réserve d'informer les services territorialement concernés du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contact : Service territorial Vésubie

chef de S.T : LACOSTE Romain ([romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr](mailto:romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr))

service (général) : VESUBIE Interne ([st-vesubie@mercantour-parcnational.fr](mailto:st-vesubie@mercantour-parcnational.fr))

### Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

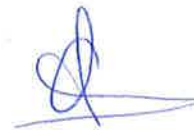
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 29 août 2024

La Directrice  
du Parc national du Mercantour



**Aline COMEAU**

Copies :

- Service territorial Vésubie
- M. CHAUDET Julien
- GIE 6C
- M. FOURNIER Christophe

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.





## ANNEXE - DECISION N° 2024-317

PLAN DE VOL "DZ PONT DU COUNTET" --> "MUR DES ITALIENS ET REF. DE NICE"

